

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 522 - 28 juin 1990 - Prix 2,50 F

**CHERS AMIS LECTEURS,
« LES NOUVELLES
DE LOIRE-ATLANTIQUE »
VOUS SOUHAITENT
DE BONNES VACANCES ET
VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS
LE 30 AOUT 1990**

VIGILANCE ET ACTION

La période des congés est arrivée et chacun aspire, bien évidemment, à savourer un repos bien mérité.

Cependant, nombreuses sont les familles qui ne pourront encore prendre de vraies vacances.

Pourtant, François Mitterrand a consacré une de ses dernières prestations médiatiques avec inégalités sociales et il avait une bonne occasion pour faire correspondre les paroles et les actes avec la Commission Nationale de la négociation collective en faisant progresser le SMIC de manière significative. Il est vrai que son gouvernement avait d'avance donné le ton, comblant le CNPF de satisfaction. Mais les communistes, par expérience, savent qu'il ne faut pas prendre les promesses du chef de l'Etat pour argent comptant.

Jean PERRAUDEAU

La bataille des communistes pour porter le SMIC à 6 500 F doit donc se poursuivre avec beaucoup de force.

Par expérience, les communistes savent également que la période des congés est généralement mise à profit par le patronat pour porter ses mauvais coups.

Les 93 travailleurs de DIM en savent quelque chose, puisque c'est la veille des congés que le patron ferme l'entreprise de Saint-Nazaire, en les invitant « généreusement » à postuler un emploi sur un autre site à l'autre coin de l'hexagone.

Les traminots de Nantes, eux, viennent d'être confrontés à l'intransigeance de la direction de la SEMITAN et du Président du SIMAN. Ces derniers misaient sur l'émiettement et la division du mouvement, mais les traminots ont su déjouer la manœuvre et conserver leurs forces intactes.

Cette période est propice aux coups fourrés et une vigilance extrême est recommandée.

Pour autant, cela ne doit pas occulter la joie de goûter aux rayons du soleil, tout en recommandant le livre de Georges Marchais « Démocratie » qui sera un excellent compagnon de vacances.

Un certain nombre d'initiatives prises par les communistes : pots de départ, grillades en vacances, fêtes de section... vont être l'occasion de discuter avec de nombreux sympathisants, de leur proposer le livre de Georges Marchais, de les inviter à rejoindre le Parti Communiste. Nul doute que ces rencontres amicales vont permettre de donner des forces nouvelles à l'union pour changer les choses.

« Démocratie »



Georges MARCHAIS dédicace son livre « Démocratie » au meeting de Nantes.

LE FIL ROUGE DU LIVRE « DÉMOCRATIE » DE GEORGES MARCHAIS C'EST LA VOLONTÉ DE CRÉER LES CONDITIONS POUR QUE SE DÉPLOIE LARGEMENT L'INITIATIVE DES GENS EUX-MÊMES.

LA PORTÉE AUTOGESTIONNAIRE, RÉVOLUTIONNAIRE DE LA DÉMOCRATIE AINSI CONSTRUITE APPARAÎT ALORS AVEC L'EXIGENCE DE CONQUÊTE DE NOUVEAUX POUVOIRS FONDÉS SUR L'INITIATIVE « EN BAS »

CELA AMÈNE A POSER LES QUESTIONS DE L'UNION TOUT AUTREMENT QU'ELLES ONT PU L'ÊTRE AVEC LE PROGRAMME COMMUN. (Voir page 7).

Le livre de Georges Marchais suscite pour le moins curiosité et intérêt. Nous avons pu le vérifier lors du meeting avec le secrétaire général fin mai à Nantes où 240 livres ont été vendus; également lors de la Fête Fédérale ou dans diverses initiatives où le livre est proposé.

Sa lecture permet à des milliers de personnes de découvrir ou de mieux appréhender la politique du PCF, pour ce qu'elle est réellement. C'est en

ce sens que sa diffusion prend toute son importance.

Plus nombreux seront les communistes qui participeront à son rayonnement, plus nombreux pourront se rassembler celles et ceux qui refusent la résignation et qui deviendront porteurs d'idées neuves.

Un livre pour le débat et l'action, à mettre entre toutes les mains, à proposer aux communistes et à tous ceux qui s'interrogent et nous interrogent.

Les communistes du Cellier

qui invitent des amis, le 1^{er} juillet, autour d'un repas, ne manqueront pas de leur proposer « Démocratie », comme le feront nombre de camarades au cours d'initiatives multiples, diverses.

Les « pots » de départ en vacances, les rencontres aux entreprises, le porte-à-porte dans les quartiers seront autant d'occasions pour diffuser « Démocratie ».

LE SOMMET FRANCO-AFRICAIN DE LA BAULE A-T-IL RÉPONDU A LA DÉTRESSE DES PEUPLES AFRICAINS ?

Le sommet franco-africain est terminé. Le prochain rendez-vous est fixé au Gabon. Il est vrai que le président Bongo, chef du Gagon, peut remercier François Mitterrand pour la présence militaire française dans son pays, à qui il doit une fière chandelle d'avoir pu rester sur son trône.

Mais les peuples africains ont-ils trouvés réponse à leurs problèmes cruciaux? la faim, le sous-développement.

Pour ne pas faillir à une tradition bien établie de sommet en sommet, François Mitterrand a annoncé à La Baule la teneur du cadeau qu'il entendait faire à certains de ses trente-quatre interlocuteurs. Les bénéficiaires en sont les quatre pays francophones à revenu intermédiaire: Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire et Gabon. La mesure consistera, précisait l'Elysée, à «alléger les conditions de prêts accordés dans le passé par la Caisse centrale de coopération économique». Le taux d'intérêt de ces prêts est ramené à 5%, alors que leur taux moyen était d'environ 10%, l'encours détenu par la Caisse centrale étant de l'ordre de 12 milliards de francs. Pour la présidence de la République, cet «allègement du service de la dette d'environ 250 millions de francs en 1990 est sans précédent».

Les plus pauvres, dits PMA (pays les moins avancés), avaient en 1989 bénéficié de l'annulation de quelque 20 milliards de francs de cette dette publique: la liste comptait trente-cinq pays subsahariens. Cette année, François Mitterrand s'est engagé à développer l'aide sous forme de dons, afin d'éviter un nouvel endettement.

La dette totale des quatre pays à revenu intermédiaire concernés par la décision élyséenne s'élève à environ 110 milliards de francs, dont 52% sont des créances françaises. L'effort annoncé par l'Elysée, si louable soit-il, est donc loin de faire le compte.

L'argument avancé est que le gouvernement français n'a pouvoir de décision que sur la partie

main sur la dette privée, et les créances du Fonds monétaire international (FMI) et de la



dette publique. Restent la dette privée et, affirme-t-on sans être tout à fait convaincant, les crédits garantis par l'Etat. En modifier les termes, ajoute-t-on, serait contraire au consensus adopté à l'OCDE sur la concurrence déloyale.

Les africains ne sont pas sortis de l'auberge: entre le Club de Paris dont dépendent dette publique et prêts garantis, le Club de Londres, qui a la haute

Banque mondiale, qui ne seraient pas rééchelonnables, le pillage continuera de conserver.

François Mitterrand a en outre réaffirmé qu'il n'était pas question de modifier la politique africaine de la France, pourtant de plus en plus controversée, jusque dans les rangs du gouvernement. Mais il s'agit du «pré carré» du chef de l'Etat et de son fils aîné, Jean-Christophe Mitterrand. Donc, «la France ne se retirera pas de l'Afrique».

Face à l'endettement qui étrangle les pays africains, les dirigeants capitalistes ne restent pas inactifs. Il ne s'agit pas pour eux d'aider à la croissance des richesses de ces pays et du développement de leurs populations, mais d'intégrer plus étroitement les économies africaines au champ de profit des multinationales.

QUESTIONS SANS RÉPONSE A L'ASSEMBLÉE

Evocant la manifestation du 12 juin à l'appel du collectif «ça suffit comme ci», le député communiste Paul Lombard réaffirmait devant l'assemblée nationale l'exigence d'une aide active de la France à «l'Afrique qui lutte pour sa survie et sa liberté». L'Afrique et non ses dictateurs corrompus contre lesquels les peuples africains se mobilisent aujourd'hui. Notre pays, qui accueille à La Baule le 16^e sommet franco-africain, ne saurait se soustraire plus longtemps à cet impératif moral, économique et politique majeur. Cet événement doit être l'occasion de prendre des mesures d'envergure: annulation de la dette publique et privée que ces pays ont envers la France; mise en œuvre d'une véritable politique de coopération, centrée sur le développement et non plus sur les intérêts des multinationales qui pillent ce continent; arrêt du soutien à des régimes fantoches (récemment encore illustré par l'intervention au Gabon).

Le ministre Edwige Avice esquivaît chacune de ses interrogations pour vanter «l'efficacité» du mécanisme du Stabex (cours des matières premières) prévu par les accords de Lomé. Puis, elle évoquait le «problème des ressources humaines» dans ces pays pour conclure: «il faut avoir un point de vue total et imaginer... Il est vrai qu'elle avait prévenu dès sa première phrase: «Monsieur de Député, je vais être très, très brève».

Malgré des forces de police imposantes, une manifestation s'est déroulée à La Baule, à l'appel du Comité «ça suffit comme ci», soutenu par le Parti Communiste, la CGT et d'autres organisations. Un débat s'est également déroulé à la Maison du Peuple à Saint-Nazaire, au cours duquel des démocrates africains ont critiqué sévèrement l'attitude du gouvernement dans le pillage de l'Afrique.

DUVALIER: UN PROVISOIRE QUI DURE

Lorsque Duvalier est venu en France en février 1986, il arrivait avec 120 millions de dollars. Le premier ministre Fabius l'avait accueilli à titre provisoire. Les autorités de Port au Prince ont engagé une procédure contes-

ANNULER LA DETTE

Ils étaient des milliers samedi 16 juin à Paris que la pluie glaciale n'avait pas découragés pour exprimer leur volonté de voir se construire un monde plus juste, en réclamant l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde. Les banques qui ont prêté de l'argent à ces pays d'Afrique sous-développés sont en train de leur faire payer trois fois leur dette, tandis que sur la terre d'Afrique les richesses sont pillées par des sociétés multinationales.

En tête de la manifestation, Mgr. Gaillot, Evêque d'Evreux, déclarait: «On ne peut bâtir l'avenir d'un monde sans les exclus et les délaissés». Gilles Perrault, écrivain, l'un des initiateurs de ce grand rassemblement que le chanteur Renaud traduisit par «Ça suffit comme ci» le jour où les pays les plus riches du monde se retrouvaient à Paris l'année dernière pour débattre de leurs intérêts, devait lire un message à l'arrivée s'adressant aux peuples du monde: «ici et maintenant, l'Afrique nous requiert. Dévastée par la misère, abandonnée à un destin que tous les experts lui promettent impitoyable, l'Afrique lutte pour sa survie... face à cela le gouvernement français n'a d'autre réponse que l'envoi des parachutistes et de la légion étrangère, ultimes remparts des systèmes d'oppression mis en place par le néocolonialisme».

Pendant ce temps, 35 000 enfants meurent de misère dans le monde et de maladies que l'on pourrait éviter par de simples vaccins. De même le droit à l'éducation est refusé à ces peuples. «Un cinquième des habitants de la planète est tenu à l'écart des connaissances élémentaires de notre temps. Il s'agit d'un formidable gachis des capacités humaines, un véritable crime contre l'humanité» devait déclarer Francis Wurtz, député communiste européen participant à la manifestation.

INDIGNATION

Sur proposition des élus communistes et républicains de Trignac, le conseil municipal a adopté une motion qui a été portée au collectif «ça suffit comme ci» lors de la réunion à la maison du peuple avec des représentants africains.

Pierre Marchand, porte-parole du conseil, a été vivement applaudi en remettant le vœu trignacais exprimant l'indignation des élus devant les fastes du sommet de la Baule «alors que 17% de la population nazairienne est à la recherche d'un emploi... serrement de cœur aussi pour les 40 000 petits africains qui meurent de faim chaque jour; 80 à 85% de la population vit au dessous du seuil de pauvreté»...

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DU P.C.F.

Pendant le sommet franco-africain de La Baule, la Fédération du PCF a fait plusieurs remarques:

«D'une part, s'il est évidemment nécessaire que des moyens importants soient mis en œuvre pour une telle réunion concernant la sécurité, la communication, l'hébergement, il reste que ce à quoi nous assistons à La Baule dépasse l'entendement.

C'est un véritable débordement de luxe et de fric qui y sont déployés, alors même que des millions d'africains sont victimes de la famine et qu'on explique en France aux salariés en lutte pour leurs salaires, qu'il n'y a pas d'argent pour satisfaire leurs revendications. C'est donc proprement scandaleux et cela tranche honteusement avec les déclarations du Président de la République, du Premier Minis-

tre et des dirigeants socialistes concernant la volonté de réduire les inégalités...

Cela ne peut donc être qu'un encouragement aux salariés français d'exiger que les paroles se traduisent en actes et en particulier à faire grandir l'exigence du vote du projet de loi communiste sur le SMIC à 6 500F.

D'autre part, la préparation du sommet de La Baule a été l'occasion pour divers représentants du gouvernement, voire pour les porte-parole du Président de la République, de toute une série de déclarations. Là encore, les différentes déclarations d'intention doivent se traduire en actes, ce qui suppose la mise en chantier d'une autre politique de la France basée:

— sur une véritable coopération franco-africaine mutuellement avantageuse, totalement ouverte aux aspirations des peu-

ples, débarrassée de l'affairisme, du paternalisme, du soutien à des régimes corrompus, dictatoriaux;

— sur le respect de la souveraineté de chaque Etat et le droit de chaque peuple à choisir librement son destin;

— l'annulation de la dette - les banques et les multinationales devant en payer le coût; la mise au rancart des plans d'ajustements structurels entraînant plus de misère; la revalorisation des prix des matières premières et de nouveaux rapports de coopération.

Comme le rappelait Gaston Plissonnier, il y a quelques jours, à Saint-Nazaire, à la Fête de l'Humanité, c'est en faveur de tels actes que nous agissons, et c'est tout le sens de notre soutien aux différentes initiatives du collectif «ça suffit comme ci».

AVEC LES TRAMINOTS NANTAIS

Au moment où notre journal est en préparation à l'imprimerie, les travailleurs de la SEMITAN ont décidé à la quasi-unanimité d'arrêter leur mouvement de grève totale et de poursuivre leur action sous d'autres formes.

Il va de soi qu'ils sont assurés du soutien du Parti Communiste comme au premier jour.

L'attitude de blocage de la direction de la SEMITAN et du président du SIMAN doit cesser. Il faut que de véritables négociations s'engagent enfin.

Dans une déclaration du 19 juin, la Fédération du PCF faisait remarquer :

Depuis plus d'une semaine on assiste à des informations des plus fantaisistes sur les revendications des traminots, sur leurs salaires réels, etc... A l'évidence, ces falsifications — d'où qu'elles viennent — ont pour objet de tenter de retourner le mécontentement légitime des usagers contre les salariés de la SEMITAN en lutte pour la satisfaction de revendications permettant l'amélioration du service public des transports et la sécurité.

Ce n'est donc pas en utilisant de telles méthodes que les choses avanceront dans le bon sens. C'est au contraire en faisant en sorte que les élus responsables et la direction engagent de véritables négociations avec les organisations syndicales représentatives des traminots,

comme nous le demandons depuis le début du conflit.

La lettre adressée par la direction de la SEMITAN ce mardi 19 juin aux délégués syndicaux, consécutive aux déclarations du président

Rappelons qu'à cette époque, si la droite — ce qui n'est pas pour nous surprendre — agressait les salariés, le groupe socialiste au SIMAN et les maires de gauche de l'agglomération nantaise s'étaient

une solution touchant aux questions salariales. Le groupe socialiste réaffirme qu'il appartient au président du SIMAN, Michel Chauty, et à sa majorité de droite, de faire immédiatement des propositions susceptibles d'aboutir au compromis sincère et juste souhaité par la majorité des salariés et de permettre ainsi au service public d'assurer pleinement sa mission dans les plus brefs délais... ».

Les déclarations de Jean-Marc Ayrault, président du SIMAN d'aujourd'hui, et des maires de l'agglomération nantaise — relatées par la presse du 18 juin 1990 — sont pour le moins opposées à celles de 1988 et ne sont pas de nature à régler de façon durable ce conflit. Elles ne peuvent que conduire à de nouvelles difficultés à court, moyen ou long terme.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français réaffirme son soutien aux salariés de la SEMITAN. Elle considère qu'il n'y a pas d'autre issue positive et durable dans l'intérêt des usagers, que de reprendre sans délai de véritables et sérieuses négociations avec l'ensemble des organisations syndicales permettant de solutionner définitivement ce conflit.

Espérons qu'au moment où ces lignes seront lues, les salariés de la SEMITAN auront eu entre les mains des propositions acceptables.

Il ne serait pas pensable qu'il en soit autrement, dans l'intérêt du personnel, des usagers et du service public.



du SIMAN et des maires de l'agglomération nantaise, ne va à l'évidence pas dans ce sens. Cette lettre du directeur de la SEMITAN est une véritable mise en cause du droit syndical et du droit de grève.

Si les traminots sont en lutte aujourd'hui, c'est précisément parce que l'attitude de la droite qui présidait le SIMAN en 1988, a conduit à ne pas régler leurs problèmes.

vivement élevés contre l'attitude de la direction de la SEMITAN de l'époque et du président Chauty, exigeant de ceux-ci l'arrêt de toute attitude de blocage, l'ouverture de véritables négociations en particulier sur les questions des salaires...

Le presse en rendait d'ailleurs largement compte. Ainsi par exemple sous le titre « Groupe socialiste au SIMAN : intransigeance de la Direction », on pouvait lire : «... Cette situation qui n'a que trop duré est le résultat de l'intransigeance de la direction de la SEMITAN et de son incapacité à trouver

Après avoir souligné la "lourde responsabilité" prise par les présidents de la SEMITAN et du SIMAN qui ont conforté « l'attitude de la Direction contre les revendications qu'ils soutenaient eux-mêmes en 1988 », la Fédération du PCF note que cela a servi « les allégations de la droite, sur l'agglomération, il n'est qu'à voir les réactions patronales ou celles des représentants de la droite locale qui, à l'instar d'Elisabeth Hubert, se sont déchaînés ces derniers jours contre les salariés de la SEMITAN... ».

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français constate « que dans ces conditions, en décidant la suspension de la grève et en reprenant le travail, les salariés de la SEMITAN et leurs organisations syndicales font une nouvelle fois la démonstration que ce sont eux qui défendent le service public et les usagers ».

Il reste que l'ensemble des problèmes demeurent et que seules des négociations sérieuses permettant de satisfaire les revendications des traminots portant sur les salaires, les embauches et l'amélioration des conditions de travail sont de nature à les résoudre.

Elle leur réaffirme son total soutien qui, comme en 1988, ne leur a pas fait défaut.

Enfin la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français « appelle le président du SIMAN à faire preuve de responsabilités en exigeant dans l'intérêt général auprès du président et du directeur de la SEMITAN, la reprise de négociations sérieuses débouchant sur la satisfaction des traminots assurant ainsi un bon fonctionnement des transports en commun ».

DIMANCHE 12 AOUT 1990

à St-Brévin-les-Pins

au Parc des Sylphes
Avenue de Mindin

FÊTE DES LIBERTÉS

organisée par la section du PCF
du Pays de Retz

TIRAGE DE LA VIGNETTE DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ A SAINT-NAZAIRE

1^{er} prix : un voyage pour une personne pendant 8 jours en Espagne (à prendre en octobre 1990) - transport et pension complète - LLORET DE MAR.

le numéro : 14727

2^e prix : une croisière dans le golf du Morbihan pour deux personnes - déjeuner ou dîner au choix - avant octobre 1990

le numéro : 5142

3^e prix : une radio double K7

le numéro : 7354

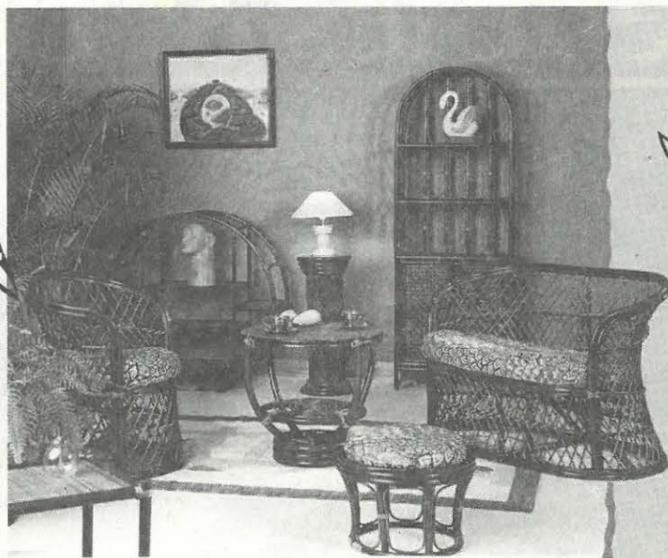
4^e prix : un dictionnaire du sport

les numéros : 7199, 13352, 284, 17670, 5158, 2417,

ont également gagné un lot, les numéros :

7422, 2037, 2162, 17667, 15161, 7609, 005, 10362, 7641, 7610, 16144, 119, 14747, 14589, 2500, 2834, 7180, 7481, 2501, 14571, 14679, 17512, 10376, 10473, 15823, 17693, 479, 10360, 478, 2685, 7500, 1836, 2562, 3000, 2332, 694, 14688, 353, 13970, 5154, 13033, 7626, 15162, 17478, 7608, 14456, 1362, 7473, 7415, 7464, 2449, 2422, 2336, 2377, 2286, 2930, 2864, 2792, 2681, 7028, 7353, 7297, 7172, 7084.

VOTRE SPECIALISTE ROTIN



Exodia

les meubles cocktail

24, Avenue du Cdt L'HERMINIER
SAINT-NAZAIRE
TEL. 40 22 30 08

HORAIRE :

Ouvert de lundi au samedi
de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h 30

SEMT-PIELSTIK : UN LABEL DE QUALITÉ... GRACE AUX COMPÉTENCES DES SALAIRIÉS UNE EXIGENCE : L'EMBAUCHE

La société SEMT-PIELSTICK, ex-mécanique Alsthom, s'est vue décerner le label de qualité «R.A.Q. 1» pour ses réalisations en matière de moteurs diesels.

C'est là la reconnaissance du savoir-faire du personnel de cette entreprise, de l'ouvrier à l'ingénieur.

Et pourtant, la politique d'abandon, les vagues de licenciements, les fermetures d'ateliers de fabrication, les ventes de licence, à outrance, à l'Étranger, la sous-traitance à l'Étranger, ont affecté ce secteur.

La lutte des salariés pour défendre l'outil de travail, aura préservé l'essentiel.

Au sujet des effectifs, la direction envisage un rajeunissement du personnel, mais pour le «long terme». Pour l'immédiat, «l'heure est à la stabilisation des effectifs» affirme le directeur, Monsieur Becquart.

La CGT, en ce qui la concerne, a une vision beaucoup plus offensive. Elle constate:

«- le recours permanent au personnel intérimaire,

- l'embauche précaire en contrats à durée déterminée,

- le développement de la sous-traitance,

- l'augmentation constante des heures supplémentaires,

- les pénalités de «retard» et le vieillissement du personnel (43,96 ans pour l'usine de Saint-Nazaire)».

En conséquence, elle revendique:

«1 - l'embauche de jeunes,

2 - la négociation d'un départ à 55 ans pour ceux qui le désirent.

L'embauche doit se faire rapidement avec la titularisation des intérimaires et des personnes en contrats à durée déterminée qui le désirent, par le réembauchage des licenciés de 1989 encore privés d'emploi.

Les départs à 55 ans ne se conçoivent qu'avec des ressources suffisantes, à savoir 75% du salaire brut jusqu'au plafond Sécu et 70% au-dessus.

L'action menée par le personnel né en 1966, et 1934 va permettre à 22 travailleurs de quitter l'entreprise, dans le cadre d'un fond national de l'emploi, au coût pour la direction et sans embauches compensatrices.

Si cette opération satisfait, en partie, 22 personnes qui en ont ras-le-bol de subir les conditions de vie qui leur sont imposées, elle ne répond pas aux aspirations du personnel concerné, ni à

l'intérêt de l'entreprise et de la région qui perdent, ainsi, 22 emplois.

Pourtant, des perspectives existent, faut-il encore que les patrons ouvrent leur coffre-fort lors d'une négociation entre pouvoirs publics - organisations syndicales et eux-mêmes».

La CGT demande donc aux travailleurs de discuter de ses propositions et d'agir dans l'unité la plus large». Leur satisfaction serait une opération bénéfique pour, dit-elle:

- l'emploi à Saint-Nazaire,

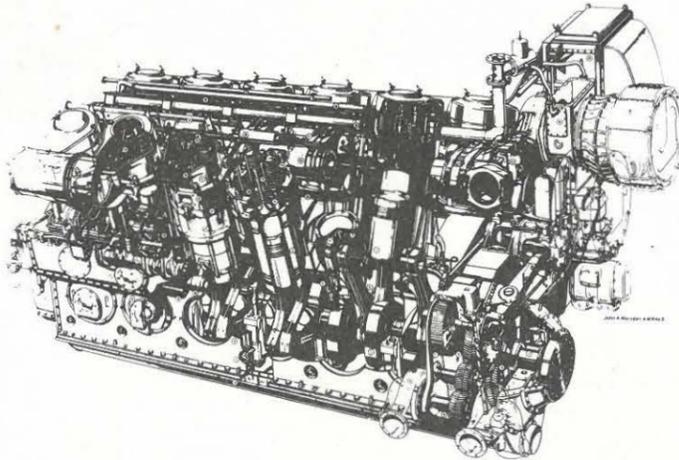
- les licenciés de 86 sans emploi,

- la remotivation du personnel,

- redonner un véritable dynamisme à l'entreprise,

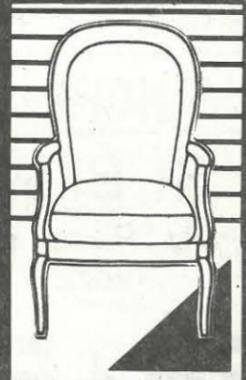
- rétablir une juste pyramide des âges qui permette un bon déroulement de carrière».

Ce sont là des arguments de poids. La direction ferait bien d'en tenir compte. Il y va, considère la CGT, de la vie même de l'entreprise.



CROZATIER

Meubles & Décoration



DU 26 JUIN AU
22 JUILLET 90

50 %

Solde

du magasin*

*Sur quantité existante en début d'opération le 26 juin et limitée au stock disponible

RENCONTRE A TOULOUSE

Une rencontre nationale de l'industrie aéronautique, organisée par le PCF, s'est tenue à Toulouse, lors de la Fête de l'Humanité Midi-Pyrénées, le 16 juin dernier.

Une délégation de militants communistes des usines de l'Aérospatiale de Nantes et St-Nazaire, composée de René Bihore, André Goujon, Michel Mahé, Roger Bluteau, Jean-René Teillard et conduite par Gilles Bon-temps, participait à cette initiative.

La délégation a participé à la manifestation pour la défense de l'industrie et des services publics, la baisse des loyers, etc... organisée par le PCF dans le centre de Toulouse, qui regroupait plus d'un millier de personnes et où la banderole « A321 à Toulouse - l'ATR à St-Nazaire » fut particulièrement remarquée et applaudie.

Au cours du débat qui suivit, les différents intervenants ont démontré, tour à tour, chacun avec les diversités propres à leur établissement ou à leur profession, que la politique française en matière d'aéronautique conduisait à offrir à l'Allemagne le rôle de leader que notre pays assurait en Europe jusqu'à ces derniers jours.

Roger Bluteau, qui est intervenu, soulignait que les concessions successives faites aux Allemands, illustré par le transfert à Hambourg de l'assemblage de l'Airbus A321, alors que tous les Airbus sont assemblés à Toulouse, était bien le fait de choix politiques au plus haut niveau du gouvernement socialiste et du Président de la République en accord avec Bruxelles.

Certes, des investissements importants sont faits dans les usines de Nantes et St-Nazaire, mais la spécialisation à outrance est déjà l'annonce de fragilisation, sans compter la sous-traitance effrénée qui continue de progresser.

La politique salariale et sociale au rabais n'est pas à détacher de ce contexte d'abandon et de volonté de ne pas se donner les moyens de porter notre industrie aéronautique en hausse.

Industrie qui devrait être créatrice d'emplois au lieu des diminutions d'effectifs depuis dix ans, pendant que l'Allemagne, dans le même temps, augmente ses potentialités.

C'est bien une politique qu'il convient de combattre et réorienter et cela doit se faire à l'entreprise en premier avec les salariés concernés et aussi la population environnante.

TOURISME ET LOISIRS COMMUNIQUE

Les vacances se profilent à l'horizon et nombreux sont les campeurs caravaniers qui profitent des quelques semaines qui nous séparent de juillet pour figoler le matériel, procéder aux menues réparations, vérifier les organes qui souffrent le plus en utilisation: tendeurs, caoutchoucs pour les tentes, pneumatiques et stabilisateurs pour les caravanes, etc...

C'est aussi le moment de se munir des licences et assurances permettant de séjourner sur les terrains en toute quiétude.

Si toutefois tout n'est pas en ordre, l'Association Tourisme et Loisirs de Nantes peut résoudre de nombreux problèmes inévitables à la pratique du camping-caravaning:

— Licence de la F.F.C.C. (Fédération Française de Camping-Caravaning) permettant l'accès aux 11 300

campings français ou aux 2 300 campings à la ferme.

— Licence de la F.I.C.C. (Fédération Internationale de Camping-Caravaning) permettant l'accès à tous les campings à l'étranger.

— Le Guide Camping France édition 1990.

De plus, l'adhésion à Tourisme et Loisirs comprend une assurance des plus complètes.

Pour de plus amples renseignements: **TOURISME & LOISIRS**, 2, rue Yves-Bodiguel, 44000 Nantes. Tél. 40.20.44.19.

«NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ»
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social: 41, rue des Olivettes
44000 NANTES
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E.: 5120
Gérant: M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef: Jean PERRAudeau
Associés à parts égales:
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ: Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION: Tél. 40.89.72.28
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

GIFCO

Des sociétés au service des collectivités

CONSTRUIRE
GÉRER
ENTREPRENDRE
AMÉNAGER
DIFFUSER

Des équipes de professionnels pour vous conseiller et vous guider dans vos choix en fonction de vos besoins et de vos impératifs budgétaires.

les sociétés du groupe GIFCO sont représentées dans toute la France

GIFCO: 20, boulevard Masséna, 75013 Paris - Tél. 45.82.47.47

groupe gifco

Venez découvrir et essayer

la nouvelle Renault Clio



RENAULT CLIO, L'ESSAI

QUI EN MET PLEIN LA VIE

RENAULT

VOTRE
CONCESSIONNAIRE

Saint Nazaire
Centre Automobile de l'Etoile



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Voie express de PORNICHET - SAINT-NAZAIRE

☎ 40.70.35.07

CHANTIER NAVAL... QUELLES PERSPECTIVES ?

La direction des Chantiers de l'Atlantique vient de tenir un Comité d'entreprise extraordinaire exposant les grands projets du chantier pour la période 1990/1993.

Le syndicat CGT des Chantiers a aussitôt donné son opinion.

« Charge de travail :

Après la commande des deux derniers paquebots, le carnet atteint 13,5 millions d'heures de production assurant la charge de travail jusqu'à la mi-92.

Les aides :

Selon la Direction, on s'achemine vers leur disparition et la contrepartie des aides pour les deux derniers paquebots est que le gouvernement veut contrôler nos performances (sic). L'engagement est de gagner 10% entre aujourd'hui et 1992.

Les mesures :

La Direction envisage donc une série de mesures dont certaines auront des répercussions importantes sur la vie du personnel des chantiers.

Il est clair que les deux conflits, comme l'enquête psychologique, amènent la Direction à engager une réflexion et des mesures pour "accélérer" le changement, selon les propres termes du directeur.

Il faut que ça bouge, la CGT y est très favorable. Reste à savoir dans quel cas.

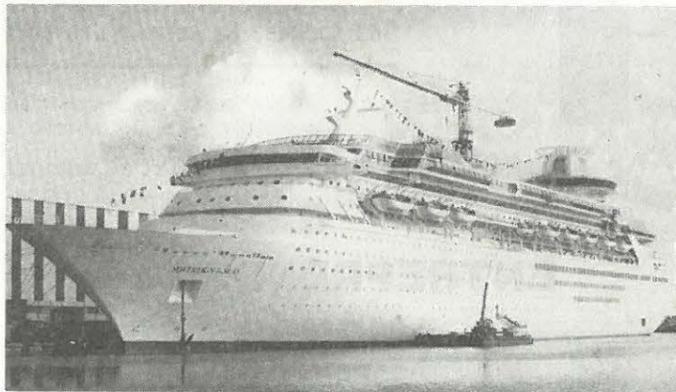
Il est clair que ce qui est projet :
- Vestiaires décentralisés.
- Selfs décentralisés.
- Horaires nouveaux.
- Infos Direction plus modernes (messagerie électronique).

Tout cela va avoir de grandes répercussions sur la vie de chacun, vie à l'entreprise, mais aussi vie familiale.

commandes, chacun étant face à ses responsabilités.

2°) Dans ses projets, la Direction se donne de nouveaux et importants moyens pour faire passer ses idées. Mais il est à remarquer que sur le plan du droit syndical, la ligne est restée blanche.

3°) La question majeure à laquelle le gouvernement n'a pas encore répondu est l'avenir politique du Chantier, notam-



La CGT va donc étudier à fond, l'ensemble des projets, c'est ce qu'elle a déclaré au CE en ajoutant trois remarques :

1°) L'amélioration du carnet de commande juste après deux conflits importants montre que contrairement à ce qui est dit, la défense des revendications et des intérêts du personnel dans la lutte n'empêche pas la prise de

ment dans le cadre communautaire.

L'avenir dépend donc des orientations politiques et aussi de la politique sociale des Chantiers.

Il n'y aura pas de réussite économique tant que ces deux questions ne seront pas clairement définies».



VOLVO, une bonne occasion pour partir au soleil.

Du 15 juin au 15 juillet

CREDIT VACANCES*
VOLVO

Les garanties occasions sécurité : Chacun de nos véhicules d'occasion est contrôlé rigoureusement sur 72 points. Et garanti jusqu'à 24 mois (selon les termes du carnet de garantie). Une vraie garantie pièces, main-d'œuvre, remise en état du véhicule, même l'assistance remorquage.

* Valable sur toutes les occasions sous réserve d'acceptation du dossier par Volvo Financement - Groupe CGI.

VOTRE CONCESSIONNAIRE

S.A. GARAGE DUMAS

98, rte de la Côte-d'Amour - SAINT-NAZAIRE - Tél. : 40.70.08.99



RCS PARIS B 642 052 740

LA VOIE DU PÈRE MARCHAND

Jean Marchand publie une brochure : « Comment je suis devenu communiste », que sa cellule de Méan-Penhoët vend 30F.

Ce qui fait la singularité de cette autobiographie, c'est l'extrême importance qu'y prennent les voies de passage et les itinéraires, au sens propre comme au sens figuré.

Au départ, en 1910, un gamin naît dans une métairie de la place de Puceul, face à la grande porte de l'église. Exploitation à petits moyens où sillonne une jument près de quatre vaches. Malgré leurs 75 ans, les grands-parents doivent continuer de fournir une manne en nature au propriétaire, maire de Nozay.

Les parcours éducatifs commencent avec l'école laïque : « Nous avions deux kilomètres à marcher avec des sabots de bois qu'on bourrait de paille le matin pour tenir la chaleur des orteils. On trottinait même pour se réchauffer. On emportait le matin des tartines de beurre ou de pâte qu'on mangeait le midi en jouant ».

Carrefours des idéologies : les cours du vicaire aux soirs d'hiver ; les conversations à tendance révolutionnaire de deux vieillards de Couaveix, Joseph Lahue et François Saudrais : « vote le plus rouge que tu pourras, ça palira toujours assez vite » ; le journal conservateur "L'Ami de la Vérité" qui s'achète d'une grosse pièce de bronze.

« Il fallut longtemps pleurer pour décider les parents à nous acheter un vélo. Ils nous disaient qu'ils n'en avaient jamais eu et qu'ils se portaient bien quand même ! Finalement, le jour vint. Ils avaient vendu un cochon de 100 kilos. Ils nous dirent, un peu à regret, d'aller choisir cette bicyclette ».

Le père de famille meurt "vers les Pâques 1930" et quand les routes emportent ses fils au service militaire, des bras manquent cruellement à la "maudite ferme". Au retour, le jeune Marchand recommence à marcher dans les chemins creux, un aiguillon à la main, derrière deux bœufs.

« On passe l'hiver 1933 dans la tristesse », car, selon le dicton, à la Saint-Michel tout le monde déménage : « Il avait fallu mettre le bétail et le matériel en vente aux enchères, qui ne montaient pas beaucoup... Heureusement que notre mère avait hérité autrefois de ses parents, d'une vieille maison et de quelques morceaux de terre labourables. Le logement était trouvé. Quant à la nourriture ? Notre mère avait bien un compte avec Monsieur le Vicaire à la Caisse Rurale, maigre patrimoine insuffisant pour vivre en ces années difficiles pour toute la population. Pour nous, les enfants, ce sera un devoir de l'aider et de lui envoyer quelque argent ».

Et c'est le départ pour la ville, Nantes, où Jean noue sa vie avec celle de la Marie et aborde la condition salariée. Dans la maison bourgeoise qui les emploie, des biens circulent, selon une logique de classe : « Les "messieurs" allaient à la chasse aux sangliers dans les forêts, du côté de Châteaubriant-La Guerche-de-Bretagne. Ils rapportaient des cuissots », mais, aux mendiants, « qui cherchent une fenêtre ouverte pour attraper », c'est la distribution du pain *E à une heure déterminée, avant midi* ».

Retour à la campagne où Jean se fait chauffeur d'une camionnette, de village en village, et croise le Châtelain de Pontveix : « il faisait tous les jours sa promenade pédestre, avec sa canne et son petit chapeau. Il était recommandé de la saluer au passage ». Pour le futur communiste, Jean Marchand, il n'y a pas de "passage à niveau" social.

Le couple Jean et Marie est embauché par les Chemins de Fer. La garde-barrière à son poste, le maris sur les rails et traverses, les petiots qui trottinent à leurs cinq kilomètres jusqu'à l'école sont témoins de l'histoire : familles dispersées sur les routes et les chemins de l'exode en 1940, passage des trains allemands, filières de résistance bien organisées « parce que les cheminots, ça voyage. Pas besoin de facteur, ni de téléphone ».

En 1944, au tour des Allemands de s'en aller « à pied, comme avaient fait les Français quatre ans auparavant ».

Cantonier de la voie, familier du ballast jusqu'à l'âge de 55 ans, Jean, syndicaliste-cycliste, densifie son expérience prolétarienne en avançant d'un autre pas : l'adhésion au Parti Communiste.

La retraite venue, au lieu de se mettre à dormir comme un loir atlantique, Jean se taille une nouvelle carrière aux aurores : dès 6h30, son vélomoteur sillonne les rues de l'agglomération nazairienne, diffusant les idées de 180 exemplaires de "L'Huma".

Sur 80 km, cette transmission se fait mission, car la poignée de main chaleureuse du père Marchand accompagne la poignée de journaux. Surgi des matinées de grand brouillard ou des effluves encore purs de la nuit de l'estuaire, parfois complètement givré en février, à faire progresser la feuille de Jean Jaurès, tel fut Jean Marchand toutes ces années. Heureux, tonique.

Son parcours n'était ni une perspective balisée d'optimisme historique béat, ni une voie ferrée d'a priori, mais son opiniâtreté a été lucide et donc porteuse. Marchand, en marchant, prouve que le communisme existe. Jean Marchand bouge, c'est un jeune.

R.A.

APRÈS LE 12 MAI

Le 12 mai, 5000 élus, maires, conseillers municipaux, généraux, régionaux ont manifesté à Paris à l'appel des élus communistes et républicains. Ils étaient porteurs de vœux, motions, délibérations de leur Conseil municipal, de pétitions des habitants de leur commune. Ils ont adopté une adresse solennelle aux élus de France.

Dès le 14 mai, le Premier ministre recevait une délégation de l'ANECR conduite par André Lajoinie.

Rendant compte de cette entrevue, Robert Clément, président de l'ANECR, déclare: «Le Premier ministre, visiblement embarrassé pour répondre, s'en est tenu à un discours général que nous connaissons bien. Il s'est efforcé de justifier l'austérité (...). La solution des difficultés que rencontrent les élus réside donc dans leur action et celle des habitants. Le fait qu'aucun argument sérieux n'ait pu nous être opposé souligne la crainte du gouvernement face au mécontentement qui grandit. Cela doit nous encourager à poursuivre, à développer notre campagne unitaire et rassembleuse pour surmonter les obstacles qui subsistent».

Maints signes montrent que cette campagne rencontre un large écho parmi les élus locaux, et que le rassemblement gagne en ampleur et en force pour obtenir les moyens financiers de l'autonomie communale et du mieux vivre des habitants.

Ainsi, notons la résolution

adoptée le 7 juin par le Comité directeur de l'Association des Maires de France qui «demande au gouvernement de revoir sa position pour l'année 1990» concernant la DGF».

Cette prise de position vient après le vote unanime des 2500 participants au congrès 1989 de l'AMF demandant le rétablissement de l'indexation de la DGF sur la TVA.

Après que, le 21 mars, la Commission Finances et Fiscalité locale de l'AMF ait adopté une résolution faisant part de l'extrême mécontentement des maires et demandant la convocation d'un Congrès exceptionnel de l'AMF auquel les maires de France apporteraient une délibération de leur Conseil municipal pour le rétablissement de l'indexation, pétitions qui seraient «portées en cortège au Premier ministre».

Aujourd'hui, Camille Vallin, rapporteur de la Commission des Finances de l'AMF, adresse une lettre ouverte au ministre du Budget dans laquelle il conclut: «Les maires ne peuvent accepter la nouvelle ponction opérée indûment sur leur DGF... Ils ne peuvent accepter que les communes de France soient pillées par l'Etat. C'est cette volonté unanime des maires de France qui m'incite à penser, Monsieur le Ministre délégué, qu'elle finira par être entendue».

Les bases réelles d'un rassemblement large et volontaire existent donc.

LES ÉLUS COMMUNISTES DE ST-HERBLAIN ET L'USINE CENTER

La presse vient d'annoncer qu'Usine Center dans la zone Atlantis à St-Herblain fermerait ses portes avant la fin du mois.

Lorsqu'en son temps la Municipalité a décidé de l'aménagement de la zone Atlantis, le groupe communiste avait proposé que celle-ci soit économiquement équilibrée entre des créations d'emplois de recherche, de production, de commerce et de services publics. Le Parti Socialiste et la droite se sont entendus à l'époque pour décider une zone essentiellement axée sur le commerce.

C'était inévitablement livrer ces hectares à la concurrence capitaliste des grands groupes du commerce; c'est en effet ce qui se passe. Le résultat est qu'aujourd'hui des travailleurs sont au chômage, des magasins liquident, des milliers de mètres carrés sont vides. Où est l'intérêt du consommateur, du contribuable herblinois? Quel est donc le coût social d'une telle opération pour la collectivité? Le Parti Socialiste et la droite en portent la responsabilité. Maintenant il faut résoudre les problèmes.

Le groupe communiste propose qu'avant tout, pour l'intérêt de la Collectivité, on pense à l'emploi, dans le sens de rééquilibrer cette zone avec de la recherche, des emplois de production sur l'ensemble du périmètre Atlantis et notamment dans l'espace laissé libre par Usine Center voire Art de Vivre.

La présence d'entreprises

assure les richesses d'une ville et des revenus supplémentaires. Ce n'est qu'en dernier ressort, il nous semble, en cas d'impossibilité technique, que les finances communales peuvent être mises à contribution, dans le domaine de la culture, sportif ou de loisirs pour résoudre les problèmes sur cette zone après la fermeture d'Usine Center.

Toute solution ne peut être prise qu'après consultation de la population de St-Herblain. D'autant plus que la fermeture d'Usine Center arrive au moment où il manque 2,5 milliards de centimes dans les caisses de la commune du fait des taux d'emprunts excessifs et de l'Etat qui ne paie pas ses dettes auprès des communes.

Cette politique rend de plus en plus difficile l'agrandissement et la modernisation d'équipements tels que les bibliothèques ou l'école de musique.

Saint-Herblain,
Le 13 juin 1990.

RACCOURCI MALENCONTREUX

Dans notre précédente édition, un raccourci technique indépendant de notre volonté, dans le titre relatif aux salariés de "Dim", a fait écrire: «Intervention de M. Rocher». Il s'agissait de l'intervention de Mireille Rocher. Par souci de précision, il convenait de le signaler.

« DÉMOCRATIE »

Nous livrons ici quelques extraits du chapitre du livre de Georges MARCHAIS consacré aux questions abordées en première page des « Nouvelles ».

Une contradiction majeure... et les moyens de la surmonter

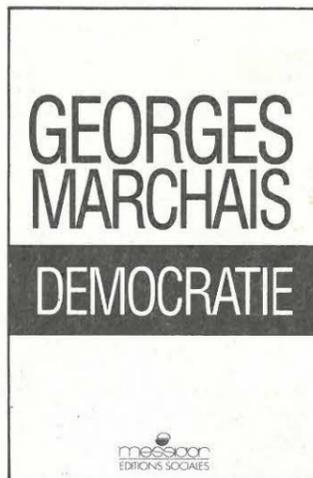
La situation actuelle se présente donc ainsi: des dizaines de millions de gens dont l'intérêt est d'affronter ensemble les difficultés qu'ils rencontrent; de puissants obstacles qui se dressent sur le chemin de leur union. Ce constat m'avait conduit, au 26^e Congrès, en 1987, à dégager ce que j'avais appelé «la contradiction majeure à laquelle nous nous heurtons, et avec toutes les forces populaires». «La politique du capital, avais-je déclaré, heurte de front les intérêts de l'immense majorité de la population et augmente ainsi les potentiels de rassemblement. Mais cette politique, par le mouvement même qu'elle imprime à la société et les conditions dans lesquelles elle s'applique, renforce la résignation, favorise le recul des positions démocratiques, accroît le découragement et l'émiettement du mouvement populaire. L'enfoncement dans la crise élargit les bases du rassemblement pour en sortir; mais elle ne crée pas spontanément ce rassemblement: au contraire, elle en complique la réalisation».

Faire vivre la perspective politique unitaire que j'ai rappelée suppose de contrecarrer la forte tendance à l'isolement et à la division. Et donc de partir de ceux qu'elle isole et qu'elle divise: les gens. Leur expérience les conduit à se replier sur eux-mêmes; il s'agit de contribuer à ce que d'autres expériences leur prouvent que, pour surmonter les difficultés qu'ils rencontrent, ils ne peuvent ni s'en remettre à d'autres, ni pratiquer le "chacun pour soi", mais qu'il leur faut agir eux-

mêmes en se rassemblant avec d'autres.

Voilà pourquoi les communistes n'utilisent pas, dans leur activité, un "mode d'emploi" unique pour faire face à toutes les situations. Au temps du programme commun, nous avions une clé qui ouvrait toutes les portes: «Votez à gauche à la prochaine occasion, et vos problèmes seront résolus». Aujourd'hui, nous nous adressons aux gens tels qu'ils sont et,

embauche définitive; faire échec avec les autres locataires à une saisie ou à une expulsion d'une famille en détresse; rassembler les parents d'un quartier ou d'une ville pour que la classe où doivent aller leurs enfants ne ferme pas; faire la chaîne de la solidarité contre la drogue; s'opposer ensemble au racisme; travailler pour qu'à la municipalité les forces de gauche mettent en œuvre le programme élaboré avec la population; faire vivre la solidarité internationale; s'unir pour la paix et le désarmement; réfléchir ensemble à d'autres solutions aux graves problèmes posés au pays et à ceux de la Communauté européenne; se rassembler pour débattre de l'issue politique qu'il est possible de dégager, du socialisme à la française ou de ce qui se passe dans le monde; c'est à chacune de ces occasions et de bien d'autres qu'il est possible de surmonter dans la vie la division des forces populaires, des forces de gauche. Ceux qui exercent le pouvoir cherchent à séparer artificiellement en deux domaines distincts ce qui fait la vie des gens: l'un, celui de leurs problèmes immédiats qui seraient pour l'essentiel de leur faute; l'autre, celui de la "haute politique" qui serait de la seule compétence des "décideurs". Nous rejetons une telle distinction qui vise à faire croire que les problèmes cruciaux du peuple ne relèvent pas de choix politiques et que les choix politiques échappent à l'intervention du peuple. Comme je l'ai dit lors d'une session de notre Comité central, «notre politique ne consiste pas à mieux traiter en bas les problèmes d'en bas; elle consiste à mieux traiter en bas tous les problèmes: ceux d'en bas et ceux d'en haut» (...)



puisque ce n'est pas nous qui sommes responsables de leurs problèmes, nous ne décidons pas à leur place de ceux qui leur paraissent les plus pressants. Agir ensemble sur son lieu de travail pour son salaire, ses droits, sa dignité; parvenir ensemble à annuler une sanction contre un salarié, des suppressions d'emplois, une augmentation de loyer; transformer par l'action commune un contrat précaire par une

V.A.G. SERVICE MOBILITE

SERVICE GRATUIT

Dépannage-remorquage 24 h sur 24 ;
Mise à disposition d'un véhicule de remplacement ;
Hébergement à l'hôtel ;

Pour nous votre fidélité n'a pas de prix

Avec la création de « V.A.G. SERVICE MOBILITE », un nouveau service exclusif, V.A.G. et son réseau de concessionnaires vous donnent les moyens d'aller encore plus loin dans votre vie d'automobiliste. En garantissant le rétablissement rapide et la mobilité de votre véhicule en cas de panne. En prenant en charge les frais liés à cette immobilisation.

Pour pouvoir bénéficier de « V.A.G. SERVICE MOBILITE », il vous suffit de :

- Posséder un véhicule particulier Volkswagen ou Audi, acheté neuf chez un concessionnaire ou agent du réseau V.A.G., à partir du 1^{er} septembre 1987.
- Réaliser les opérations d'entretien périodiques chez un concessionnaire du réseau, prescrites dans le carnet d'entretien qui vous est remis lors de l'achat de votre véhicule.



VOLKSWAGEN-AUDI SAINT NAZAIRE
60 Rue de la Ville Halluard Tél. 40 22 30 30